

Workshop

Étudier les personnels politiques au nord et au sud du Sahara

3 Septembre 2021, Sciences Po Bordeaux

organisé par

Emmanuelle Bouilly, MCF, LAM, Sciences Po Bordeaux ;
Fouad El Haddad, doctorant en science politique, CED, Sciences Po Bordeaux ;
Déborah Perez-Galan, Dr en science politique, CMH, ENS, MESOPOLHIS, IEP d'Aix-en-Provence.

Présentation et objectifs

L'idée de cet atelier de réflexion est née de la volonté de réunir des chercheurs et chercheuses qui travaillent à des degrés d'avancement différents sur les élites politiques dirigeantes en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, lesquelles demeurent un objet sous-étudié sur ces terrains (court argumentaire en *infra*). L'objectif de cette rencontre est alors de fournir un espace de travail permettant des discussions libres et l'amorce d'une mise en réseau, en vue idéalement de la création d'une équipe et l'élaboration d'un projet de recherche collectif avec dépôts de candidatures à des financements externes du type ANR.

L'objectif de cet atelier est de permettre aux participant-e-s, qui partagent un intérêt scientifique pour l'étude des élites politiques dans une perspective de sociologie politique ou de sociohistoire, d'échanger sur les bénéfices heuristiques et la faisabilité matérielle et logistique d'une comparaison entre contextes africains, au nord et au sud du Sahara, mais aussi sur les modalités concrètes de constitution d'une équipe de recherche.

Argumentaire

Longtemps considérées comme insignifiantes, sans enjeux et participant d'une démocratie de façade, **les élites politiques dirigeantes – élues et nommées – qui travaillent dans les institutions constitutives des régimes politiques sub-sahariens et nord-africains** ont été peu étudiées par les chercheur-e-s en sciences sociales. Le discrédit seul des institutions dans lesquelles le personnel politique opère ne suffit pourtant pas à expliquer ce désintérêt. Si les indépendances ont nourri quelques travaux sur les institutions politiques naissantes, très rapidement, les débats sur l'islam politique (Roy 1992 ; Burgat 1988), l'autoritarisme (Salamé 1994, Camau et Geisser 2003) ou encore le néo-patrimonialisme et clientélisme (Médard 1990, Bratton et van de Walle 1994, Bleck et van de Walle 2018) ont implicitement détourné l'attention du politique institué, et ont conduit les travaux des politistes à se concentrer sur le politique « par le bas » (Bayart, Mbembe, Toulabor 1992) attentif à la personnalisation des liens politiques (Leca et Schemel 1983). Lorsque qu'ils étudient les élites politiques, historiens et politistes se sont d'abord intéressés au profil de l'exécutif (président, roi, émir, guide religieux etc.) vu comme le lieu de cristallisation du pouvoir (Droz-Vincent, 2004 ; Angelo, 2020) ou bien encore à celui des leaders nationalistes et mouvements d'indépendance produisant de nombreuses monographies et dictionnaires biographiques (Ofosu-Appiah, 1977, Lipschutz et

Rasmussen 1978, Sheldon 2005, Akyeampong et Gates 2010, Maïtron Afrique 2012, Hughes 2019, Hunt et al. 2019).

Il existe néanmoins un regain d'intérêt pour l'étude des institutions, tant formelles qu'informelles. L'actuel tournant institutionnel en politique comparée porte sur les institutions constitutionnelles (Art 2012, Pepinsky 2014), que ce soit les forces qui ont présidé à leur création (Yan et Xin 2017, Boix et Svobik 2013, Acemoglu 2009, Vreeland, 2008), des règles qui les encadrent (Krook 2003, Boumakani 2008, Ouedraogo 2019, Cheeseman 2018, Opalo 2020, Osei, Akinocho et Mwombela 2020), des fonctions qu'elles exercent (Truex 2016, Boix et Svobik 2013, Gandhi 2008, Gandhi et Przeworski 2007) ou leurs effets sur l'action publique (Epperly 2019, Bonvecchi et Simison 2017, Aguilar 2013, Bonvecchi et Simison 2017, Ginsburg et Moustafa 2008, Wright 2008). Ce renouveau demeure toutefois à notre sens doublement incomplet.

D'abord, cette littérature internationale – comme celle plus ancienne des constitutionnalistes – n'aborde que très peu les acteurs qui font vivre et mettent « en pratique » ces institutions. En effet, elle envisage les élites dirigeantes davantage comme la variable explicative de phénomènes plus macrosociologiques (par exemple la réussite ou l'échec des transitions politiques ou des réformes économiques) que comme un objet d'étude à part entière. À l'exception notable de quelques travaux (Legrain 2006, Bennani-Chraïbi 2018, 2019, Perez 2021, Savané 2012) qui s'inscrivent dans le sillage de travaux pionniers sur les élites marocaines et tunisiennes (Waterbury 1975, Leveau 1985, Camau 2020), peu de choses sont en effet connues sur qui sont ces élites et ce qu'elles font.

Ensuite, la couverture géographique des travaux actuels est très inégale : les pays au nord du Sahara et les pays anglophones sont plus étudiés que les subsahariens et francophones.

Cet intérêt relatif ou inégal pour les élites dirigeantes dans les sociétés arabes et africaines interroge d'autant plus que celles-ci incarnent les formes institutionnalisées de la démocratie représentative, promue par les organisations internationales (Carothers 2002, Guilhot 2005), d'une part, et constituent un objet canonique de la science politique, d'autre part.

Afin de compléter ce paysage académique en demi-teinte, notre atelier se propose d'initier une **réflexion interdisciplinaire et comparatiste des élites dirigeantes sur l'ensemble du continent**. Nous proposons de nous inscrire dans le cadre du renouveau qui a pris la forme, dans le débat français, d'un programme de recherche désormais fort d'une décennie d'investigations invitant à étudier empiriquement les institutions et les élites, notamment parlementaires. C'est ainsi que nous développerons une sociologie politique attentive à la manière dont les élus endossent leur rôle (Lagroye et Offerlé 2011), soucieuse de restituer l'historicité des pratiques et des institutions (Nay 2003, Fayat et Le Digol 2018), ainsi que les jeux et effets des configurations (Heurtin 1999, Rozenberg et Thiers 2009).

Ce faisant, affirmer les élites comme objet à part entière offre une entrée empirique pour saisir les évolutions de la profession politique, notamment les processus de professionnalisation (Ollion, Boelaert, Michon 2017, Beauvallet et Michon, 2017). Elles offrent également la possibilité de (re)situer les élites formelles à l'échelle de l'action publique (Brouard et al. 2009, Thiers, 2014), ou de la délibération (Galembert, Rozenberg, Vigour 2013). Enfin, elles révèlent le travail de mise en cohérence entre les priorités élitaires et les demandes citoyennes (Costa et al. 2012). Ces différents travaux ont contribué à forger une palette d'outils que l'on peut, à certaines conditions, mobiliser pour étudier le nord et le sud du Sahara.

Sur cette base, notre atelier s'organisera autour de **deux questionnements principaux** : qui sont les élites politiques arabes et africaines ? Et que font-ils une fois en poste ?

1) D'abord, nous nous intéresserons aux **profils et aux parcours de ces élites politiques**, aux ressources et aux motivations qui leur ont permis de s'investir dans ces espaces institutionnels particuliers. L'ambition ici de retracer des trajectoires biographiques, sociales et historiques et les « carrières » afin d'identifier les mécanismes de production et de reproduction des élites au pouvoir, à travers notamment l'étude des caractéristiques socio-biographiques, la détention de capitaux (militant, religieux, économique, l'accès à l'international), les processus de formation politique et de professionnalisation. La question de la féminisation, du rajeunissement ou encore de l'internationalisation des élites sera par exemple traitée.

2) Ensuite, nous étudierons **les pratiques et le travail concrets de ces élites**. Il s'agit d'analyser la manière dont elles évoluent au sein des institutions et endossent leur rôle. La question de la division genrée et générationnelle du travail, l'élaboration de réformes, la pratique du métier (les routines et manière de faire les institutions, d'endosser son rôle) sera par exemple abordée. Traiter de ces questions soulève pour finir une série **d'enjeux méthodologiques** – allant du choix des méthodes et outils d'enquête (usage des autobiographies et biographies, recours à la prosopographie, à l'analyse de réseaux ou à l'ethnographie des pratiques, développement d'enquêtes quantitatives de grande ampleur) aux contraintes et difficultés d'accès aux sources (historiques ou statistiques nationales) à la question de leur articulation –, mais aussi de **défis épistémiques** (définition de variables ou de catégories sociales attentives aux spécificités locales ou historiques, conditions et critères de la comparaison internationale) et enfin **d'enjeux éthiques et de patrimonialisation** (règles déontologiques de recueil, de diffusion et de protection des données personnelles des enquêtés.e.s, sauvegarde et conservation des archives).

Organisation

L'atelier se tiendra **le 3 septembre 2021 à Sciences Po Bordeaux, et se déroulera en hybride** (un lien zoom envoyé ultérieurement à celles et ceux qui ne peuvent pas venir à Bordeaux).

La journée s'organisera en plusieurs sessions rythmées par des présentations orales et des discussions. Aucun papier n'est attendu en amont. En revanche, quelques « consignes » et points de questionnements sont soumis à la réflexion en amont afin de préparer les échanges, et permettre de dégager des axes futurs de recherche.

En amont et à l'issue de la rencontre, nous aimerions créer une « boîte à outils » avec le partage de textes qui vous semblent importants pour rapport à l'objet d'étude et les pays concernés. Nous allons donc créer une Dropbox et l'idée est que chacun-e d'entre nous y dépose maximum 5 textes (l'idée n'est pas d'être submergé) de cadrage théorique ou de retour méthodologique.

Matinée : Présentation et tour de table (9h-13h)

9h : Introduction par les organisateurs-trices

9h10 – 10h30 : 4 interventions de 20 minutes chacune maximum

Ici, les participant-e-s présentent brièvement qui ils/elle sont et comment ils ont étudié l'objet « élites politiques », et/ou envisagent de le faire sur leur terrain ou le pays retenu. Tout ne pourra pas être dit. L'idée est de faire connaissance et d'amorcer la discussion. Voici quelques points transversaux qui nous paraissent efficaces pour lancer une discussion collective :

- un état de sa recherche : la manière dont chacun-e a travaillé cet objet, ou souhaite le faire à l'avenir ;
- un bref cadrage sur le cas d'étude à l'attention des autres participant-e-s (rappel par exemple du type de régime, organisation institutionnelle : Parlement mono ou bicaméral, mode de scrutin, rôles et fonctionnement des institutions, pluralisme partisan, rapports de force entre institutions,) ;
- un éclairage sur l'état des débats scientifiques actuels : ce qui a été fait et qui vous semble pertinent ou non, ce qui manque ;
- un éclairage méthodologique : méthodes utilisées : pourquoi ? comment ?

10h30-11h : discussion sur la 1^{ère} table-ronde

11h-11h15 : pause-café

11h15-12h35 : 4 interventions de 20 minutes chacune maximum

12h35-13h : discussion de la 2^e table-ronde

13h-14h15 : pause déjeuner

Après-midi (14h15-18h)

14h15-15h45 : « Les ficelles de la recherche » : méthodes et obstacles

- quelle(s) méthodes et outils (entretien, observation, archives, prosopographie, analyse de réseau etc.) avez-vous utilisés ? pourquoi ? comment ?
- quelles sources ? (existe-t-il des who's who ? CV en ligne ? quelles archives/centres d'archives ? quel accès aux archives ? appui de personnes-ressources ?)
- question du rapport à l'institution parlementaire : produit-elle, publie-t-elle des données ? comment conditionne-t-elle l'accès aux élus ?
- quels problèmes rencontrés ? quels obstacles ?
- quels sont nos besoins de formation (en quanti par exemple) ?

15h45-16h : pause-café

16h-17h30 : Brainstorming : Élaboration d'axes futurs de recherche et d'enquêtes collectives.

17h30-18h : Conclusion

Liste des participant·e·s

1. Anaïs Angelo, docteur en histoire, postdoctorante à l'Université de Vienne, travaillant sur le Kenya (présentiel).
2. Marie Brossier, professeure de science politique, Université Laval de Québec, travaillant sur le Sénégal (distanciel).
3. Emmanuelle Bouilly, Mcf en science politiques, Science Po Bordeaux, LAM, travaillant sur le Sénégal (présentiel).
4. Denia Chebli, doctorante en science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, travaillant sur le Mali (excusée).
5. Fouad El Haddad, doctorant en science politique, Sciences Po Bordeaux, CED, travaillant sur le Maroc (présentiel).
6. Déborah Perez-Galan, docteure en science politique, IEP d'Aix-en-Provence MESOPOLHIS / ENS, CMH, travaillant sur la Tunisie (présentiel sous réserve).
7. Marine Poirier, chargée de recherche à l'IREMAM, CNRS, travaillant sur l'Égypte (présentiel).
8. Juliette Ruaud, docteure en science politique, Science Po Bordeaux, LAM, travaillant sur le Sénégal (présentiel).
9. Lamine Savané, docteur en science politique, chercheur post-doctorant à l'Université Goethe à Francfort/Main (Allemagne), enseignant à l'Université de Ségou, travaillant sur le Mali (distanciel).
10. Marie Vannetzel, chargée de recherche au CEDEJ, CNRS/MEAE, travaillant sur l'Égypte (présentiel sous réserve).